

Quand bien même nous aurions la qualité de vie la plus enviable et la meilleure du monde, si nous avons le coût de la vie le plus élevé, il restera encore, à cause du système financier actuel qui sert les intérêts de la haute finance monopolisée, un trop grand nombre de pauvres pour que nous puissions nous réjouir.

Il faut donc, en utilisant tous les moyens à notre disposition, abaisser le coût de la vente et le coût du détail. Deux choses, à ce moment-ci, appellent mon attention, monsieur l'Orateur. La première a trait à la nécessité de disposer d'un médicament pour se soigner, voire même pour se sauver. En effet, on ne peut plus se passer de médicaments de nos jours et l'on fait des recherches en vue d'améliorer la qualité et l'innocuité de ces produits. La deuxième, que je mets en corollaire avec la première, concerne la capacité de payer ces médicaments qui sont absolument nécessaires pour notre mieux-être, pour se soigner et pour se guérir. Donc, pour se soigner, il faut user de médicaments; ensuite, survient le problème de la capacité de payer ces médicaments.

Voilà le paradoxe qui existe dans notre société. Nous pouvons être malades un jour ou l'autre, mais notre système financier ne nous permet pas ce luxe, puisque la majorité de nos concitoyens n'ont pas les moyens financiers d'être malades et de se soigner. Nous en arrivons donc, encore une fois, à un problème financier et économique, quelle que soit l'optique dans laquelle nous nous plaçons.

Monsieur l'Orateur, étant donné notre système monétaire et le fait que le gouvernement canadien a cédé ses droits de gérance à des banques à charte plutôt qu'à la Banque du Canada, qui appartient à tous les Canadiens et devrait, à notre avis, gérer le pouvoir d'achat des Canadiens, la plupart de nos citoyens ne peuvent se payer le luxe d'être malades ou d'user de médicaments.

Le bill actuel veut favoriser une plus grande concurrence entre les marchands et les distributeurs de médicaments. Il veut ainsi, par cette concurrence accrue et saine, nous l'espérons, abaisser les prix et réduire le monopole qui exploite les gens, au moyen de prix qui sont, de toute évidence, abusifs. Grâce à cette concurrence, le gouvernement souhaite «déconcentrer» le niveau des prix qui sont actuellement «contrôlés» par une poignée de manufacturiers et de marchands. Cette mesure, à notre avis, est louable, parce que nous, du Ralliement créditiste, nous opposons à toute forme de monopole, particulièrement aux monopoles financiers.

Nous, du Ralliement créditiste, favorisons l'essor de l'entreprise privée, de la petite comme de la grande. Nous, du Ralliement

créditiste, sommes aussi partisans de la libre entreprise qui, plus que n'importe quel autre système, favorise une plus grande sécurité et une plus grande liberté, quoi qu'en dise le premier ministre (M. Trudeau) qui penche vers le communisme.

Monsieur l'Orateur, il nous faut encourager l'entreprise privée et c'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons du présent bill, qui tend à une plus grande concurrence des produits importés. Cette mesure est louable parce quelle aidera peut-être—je dis «peut-être»—le consommateur canadien à payer ses médicaments un tout petit peu moins cher.

Je veux que le ministre prête attention à ce que nous lui disons. Ce bill, comme les autres bills du même acabit, n'est rien d'autre qu'un cataplasme sur une jambe de bois, puisque cette mesure ne donne pas plus de pouvoir d'achat au citoyen canadien, ce dont il a essentiellement et fondamentalement besoin, de toute évidence, pour acheter des médicaments.

Loin d'aider les consommateurs canadiens en augmentant leur pouvoir d'achat, monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel ne fait rien, à l'instar de ceux qui l'ont précédé, et, à ce titre les conservateurs progressistes n'ont rien changé; ils sont pareils, puisque c'est l'envers de la médaille du parti libéral: seule la couleur change. Ces gouvernements, que nous tolérons depuis trop longtemps, taxent les contribuables par toutes sortes de moyens qui ne sont pas intelligents: taxe volontaire, taxe involontaire, taxe directe, taxe indirecte, taxe avouée, taxe inavouée, taxe circonstancielle, taxe de progrès social, taxe de recul social. Toutes ces chinoïseries-là, monsieur l'Orateur, entraînent un recul économique qui affecte notre productivité et notre prospérité; elles favorisent, d'un mois à l'autre, d'une année à l'autre, d'un gouvernement à l'autre, le recul économique plutôt que le progrès économique, parce que les gens ont de moins en moins de pouvoir d'achat. Ils sont de plus en plus attachés par leurs dettes, par le crédit et par la hausse du taux d'intérêt, que protège le gouvernement actuel.

Tel est l'essentiel de mes remarques. Tant et aussi longtemps qu'on ne le comprendra pas, monsieur l'Orateur, on ne comprendra pas la situation dans laquelle se trouvent nos propres concitoyens, c'est-à-dire de ceux qui viennent au monde dans les dettes, qui vivent dans les dettes, qui sont malades dans les dettes, qui meurent dans les dettes et qui sont enterrés dans un cercueil acheté à crédit. Le système fonctionne à l'envers, il ne règle rien, parce qu'il étouffe de plus en plus les petits au profit des gros.